

Des puces communautaires

Aux confins de la société rationalisée administrée par l'Etat appuyé sur un ensemble de technologies du savoir, des lieux nouveaux d'expérimentation apparaissent. Des groupes cherchent à s'appropriier l'expertise et les technologies, en s'exposant à être « bouffés » par ce qu'ils grignotent. Ces petits groupes font œuvre de « création sociale » en permettant aux personnes de contrôler les outils.

Ainsi « la Puce Communautaire » qui intervient à Montréal dans le domaine des technologies issues de l'informatique.

La *Puce Communautaire* est un organisme de services qui a vu le jour à Montréal en 1984 grâce à la ténacité et à l'acharnement de quatre femmes qui croyaient que leur rêve de construire leur autonomie par l'utilisation des nouvelles technologies issues de l'informatique et d'en vivre pouvait devenir réalité. Les quelques objectifs qu'elles s'étaient tracés au départ sont devenus depuis les orientations officielles du groupe :

- * permettre l'appropriation des nouvelles technologies par le grand public et les milieux communautaire ;

- * stimuler l'implication active des femmes dans le domaine des nouvelles technologies ;

- * rendre accessible à la population des activités de familiarisation et de formation aux technologies nouvelles ;

- * promouvoir la réflexion sur les impacts et possibilités des technologies nouvelles dans la vie quotidienne ainsi qu'au travail, tant sur le plan régional, national, qu'international ;

- * être un lieu d'exploration des diverses techniques dans le domaine de technologies nouvelles.

Des activités diversifiées

Le groupe opère à partir d'un local situé dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve où plus de 2/3 de la population active (et vieillissante) vivent de prestations gouvernementales (assurance-chômage, bien-être social). Près de la moitié de cette population ne dispose pas d'un diplôme d'études secondaires (12 années de scolarité) et les deux tiers des travailleurs et travailleuses qui y vivent, gagnent moins de 9 000 \$ annuellement.

C'est d'abord de cette population - et des autres qui lui ressemblent - dont

il est question quand « la *Puce Communautaire* » propose des réflexions et des actions par rapport aux impacts des nouvelles technologies dans la vie quotidienne et au travail. C'est bien cette population qui est défavorisée, voire complètement dépassée, quand les nouvelles technologies « débarquent » et « leur tombent sur la tête ». C'est aussi pour elle que des services sont offerts par l'organisme et qu'un secteur *Grand public* a été créé avec projet d'initier et de sensibiliser le public au micro-ordinateur, par le biais de la programmation, du graphisme, du simple travail *ordinographié* jusqu'au traitement de textes, de la télématique (qui pourrait bien devenir un secteur spécifique). Des appareils d'utilisation simple et agréable, tels le Apple II^e et le Macintosh, sont employés.

Mais « la *Puce Communautaire* » s'aventure également du côté de la bureautique et de l'électronique avec un second secteur, celui de la *formation professionnelle*, dont la mission est non seulement de faciliter l'accès des participants (ce secteur donne priorité aux femmes) au marché bureautisé du travail, mais également de leur permettre éventuellement d'acquérir des connaissances en électronique.

Un dernier secteur enfin, celui des *Ressources informatiques*, propose des services de consultation et d'information auprès de PME d'organismes populaires et d'organismes à but non lucratif ainsi que des sessions de formation sur la mise en page électronique (préparation de journal ou de bulletin sur ordinateur).

Dans la mesure où elle ne s'autofinance que pour une infime partie de son budget total (certaines tarifications sont établies dans les trois secteurs) et qu'elle doit rémunérer un personnel composé d'une quinzaine de travailleurs et tra-

vailleuses (une expansion rapide qui ne va pas sans poser quelques problèmes importants aux plans de l'organisation du travail, de la communication, de la démocratie interne), « la *Puce Communautaire* » compte également sur des subventions qui constituent environ 75% de son budget. Ces subventions proviennent de divers paliers des gouvernements du Canada (fédéral) et du Québec (provincial). Les montants que ce dernier alloue à l'organisme sont d'ailleurs importants (de l'ordre de près de 60% des 75% mentionnés) et passent tout particulièrement par un programme appelé « Appropriation des nouvelles technologies » (une subvention de 150 000 \$), qui identifie « la *Puce Communautaire* » comme projet-pilote du ministère de l'Équipement supérieur, de la science et de la technologie.

Des enjeux, des défis

L'action menée par cet organisme fait surgir divers enjeux dont quelques-uns, particulièrement complexes, sont liés directement ou indirectement au monde de l'informatique : utilité des apprentissages sur les micro-ordinateurs, valeur (dans tous les sens du terme) des instruments pédagogiques utilisés, acquisition et/ou fabrication de logiciels en français, alphabétisation à l'aide des micro-ordinateurs, intervention auprès des personnes handicapées, acquisition d'expertise (et de connaissance) par les travailleurs et travailleuses de « la *Puce* », informatisation des autres groupes populaires (ce qui implique une transformation des conditions de l'organisation du travail), collaboration avec les diverses institutions, luttes contre l'hermétisme du domaine de l'informatique (et cela suppose des actions, allant jusqu'à la subversion des codes

informatiques dominants, actions auxquelles il faudra très sérieusement réfléchir, les communications télématiques (où les circuits de communication occupés par l'informatique et la micro-informatique sont organisés de telle façon que toute « nouvelle » forme d'utilisation demeure très précaire compte tenu des forces en présence), gestion interne de l'organisme (défi redoutable car l'augmentation du personnel implique un resserrement des contrôles à partir des modes dominants de gestion).

Un sens aux initiatives communautaires

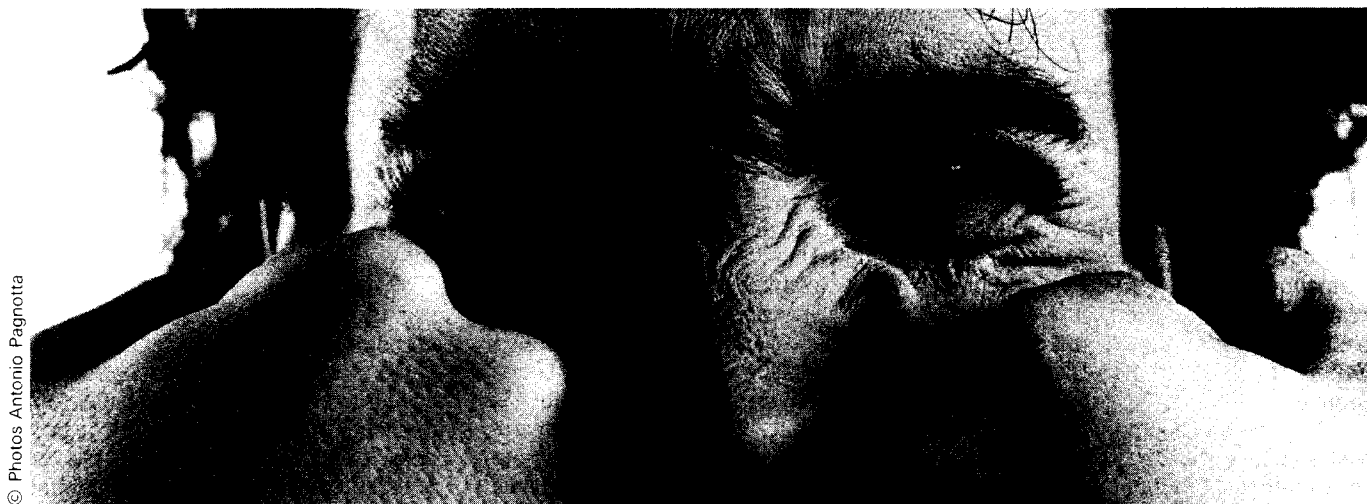
En considérant à la fois le projet de

leur capacité de se réappropriier le monde. Mais attention ! Comme on l'a vu, cette réappropriation peut être équivalente à une meilleure capacité de consommer, sachant que la consommation est aussi reliée à la croissance économique et au « bien-être » de ceux et celles qui peuvent s'en prévaloir.

Les projets d'appropriation des nouvelles technologies doivent nécessairement être liés à des projets d'appropriation de la gestion de celles-ci (1). Mais comme on l'a vu, la gestion est un phénomène qui est passé de plus en plus des mains des entrepreneurs des « terrains » aux gestionnaires « in vitro », du sentiment à la raison, de l'irrationnel au

tible attrait. C'est en ce sens que la technologie est idéologie.

Les résistances et les luttes contre le système établi posent la nécessité de réunir fins et moyens dans le sens d'un mode de vie où les capacités d'expressions sont affranchies des normes actuelles, technocratiques et bureaucratiques. Les projets communautaires, dont celui de « la Puce », peuvent être considérés comme porteurs d'une libération de cette créativité, de cette capacité d'expression, en redonnant à l'action sociale sa valeur première, celle d'un tout en contraste avec la conception technocratique qui découpe cette action en « secteurs ».



© Photos Antonio Pagnotta

« la Puce communautaire » et la volonté de contrôle de l'appareil étatique, on pourrait être légitimé de penser que le groupe en question peut très bien représenter un point d'ancrage pour le développement d'un segment du marché économique, celui des micro-ordinateurs et de leur consommation. On pourrait tout aussi bien être légitimé d'y voir le développement d'une population défavorisée qui deviendrait mieux adaptée à un certain marché bureaucratisé - et en plein développement - du travail. On pourrait considérer, enfin, que c'est ce qui fait, pour l'Etat subventionneur de ce projet pilote, l'attrait de ce groupe. Cela satisferait ainsi un double objectif : en même temps, la classe technocratique engage l'accroissement et la capacité productive de cette fraction de la population qui se « réajuste » à la transformation des techniques de travail et elle (la classe technocratique) « aspire » l'information dont elle se nourrit pour mieux saisir les changements et continuer d'organiser et de contrôler la société. C'est seulement ainsi que l'on pourra être amené à mieux poser le sens d'un projet qui proposerait de redonner à cette fraction défavorisée une meil-

l'rationnel, de l'empirique au scientifique.

Dans la balance, le poids de l'autorité des experts est démesuré. La réappropriation des nouvelles technologies devra peut-être inclure les moyens de bâtir et de diffuser les politiques scientifiques qui sont actuellement établies par des experts.

On sait que c'est la science qui, aujourd'hui, est considérée comme la seule garantie d'une approche objective de la gestion de la vie en société ; on sait également que la science c'est aussi des connaissances... scientifiques. L'effet le plus inquiétant qui en découle est peut-être d'ailleurs que ces connaissances sont gérées par des scientifiques de la gestion sociale qui visent à soustraire aux yeux du public les processus mis en place pour formuler ces politiques scientifiques et techniques (2).

Est-ce à dire que tout projet de réappropriation du pouvoir social doit passer par la réappropriation des technologies et des techniques ? L'idéologie techniciste nous y invite en tout cas. Mais rappelons-nous toutefois que la technique se scientifie ; le « progrès » scientifique et technique dispose d'un irrési-

Le sens des projets communautaires se trouve dans l'idée même d'une émancipation et d'une réorganisation/transformation des processus de rationalisation des rapports sociaux. Il se trouve également dans le fait que, plutôt que de partir d'en haut, avec un parti, on se tourne vers ses semblables, on prend ses affaires en main, non pas de façon isolée, mais en considérant que les projets et les actions menées en vue de la réappropriation du quotidien, d'une émancipation, s'inscrivent à l'échelle de la société globale.

GILLES CAZABON

* L'auteur enseigne au Certificat d'Animation de la Faculté de l'Éducation permanente de l'Université de Montréal. Il est membre du groupe « La Galerie d'idées Dialyse ».

1. Se réapproprier la gestion c'est ne plus se dire, par exemple, qu'il est naturel de poser des conditions bureaucratiques de fonctionnement, quel que soit le terrain d'application et d'intervention.
2. Un projet du ministère de l'Éducation du Québec prévoit de décrypter les discours des groupes d'initiatives populaires à l'aide de l'intelligence artificielle et d'en faire dépendre les subventions.